

**Assemblée générale**

Soixante-seizième session

Documents officiels

Distr. générale
22 mars 2022
Français
Original : anglais

Troisième Commission**Compte rendu analytique de la 15^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 18 novembre 2021, à 10 heures

Présidence : M. Doualeh..... (Djibouti)**Sommaire**Point 28 de l'ordre du jour : Développement social (*suite*)Point 29 de l'ordre du jour : Promotion des femmes (*suite*)

- b) Suite donnée aux textes issus de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale

Point 70 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'enfant (*suite*)

- a) Promotion et protection des droits de l'enfant (*suite*)

Point 73 de l'ordre du jour : Droit des peuples à l'autodétermination (*suite*)Point 74 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits humains (*suite*)

- b) Questions relatives aux droits humains, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits humains et des libertés fondamentales (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).



La séance est ouverte à 10 h 10.

Point 28 de l'ordre du jour : Développement social (suite) (A/C.3/76/L.12/Rev.1)

Projet de résolution A/C.3/76/L.12/Rev.1 : Politiques et programmes inclusifs pour lutter contre le sans-abrisme, notamment à la suite de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19)

1. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) dit que, conformément à la demande formulée au paragraphe 22 du projet de résolution, il est envisagé qu'un rapport soit élaboré en 2023 dans le cadre d'une étroite collaboration entre le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et le Département des affaires économiques et sociales. Sous la direction d'ONU-Habitat, chaque entité mènera des travaux de recherche et contribuera à l'élaboration du rapport dans ses domaines de compétence.

2. Le Département réalisera des travaux de recherche ciblés sur les défis particuliers auxquels font face les groupes sociaux défavorisés, tels que les peuples autochtones, les personnes âgées, les personnes handicapées et les jeunes. Il fournira également des recommandations sur les indicateurs possibles de la protection sociale à la suite de la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19). Afin de mener à bien cette tâche, le Département aura besoin de recruter, à titre temporaire, un spécialiste du développement social dans la classe P-3 pour une durée de quatre mois.

3. ONU-Habitat sera chargé de mener une étude documentaire en vue de recenser les politiques et les programmes mis en place pour lutter contre le sans-abrisme et évaluer les progrès accomplis et les difficultés rencontrées dans ce domaine, et de recommander des indicateurs sur l'accès au logement pour tous. Il organisera également une consultation en ligne avec un ensemble de parties prenantes concernées, ce qui permettra un examen ouvert par les pairs afin de valider les résultats des travaux de recherche menés conjointement avec le Département. Les parties prenantes concernées valideront également les recommandations sur les indicateurs possibles. Afin de mener à bien cette tâche, il faudra recruter un consultant spécialiste du logement pour une durée de six mois.

4. Afin de mettre en œuvre le mandat, le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences devra élaborer, en 2023, un document d'avant-session comptant 8 500 mots dans les six langues. Il faudra donc ouvrir des crédits supplémentaires au titre de la documentation pour 2023.

5. L'adoption du projet de résolution par l'Assemblée générale entraînerait des dépenses supplémentaires d'un montant de 155 700 dollars pour 2023, dont 27 100 dollars au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), 59 600 dollars au titre du chapitre 9 (Affaires économiques et sociales) et 69 000 dollars au titre du chapitre 15 (Établissements humains) du budget-programme pour 2023. Ces besoins seront inscrits dans le projet de budget-programme pour 2023 pour examen par l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session.

6. Il faudrait prévoir au chapitre 36 (Contributions du personnel) des ressources additionnelles d'un montant de 10 400 dollars, à compenser par l'inscription du même montant au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel) du projet de budget-programme pour 2023.

7. **M^{me} Andriamiarisoa** (Madagascar), présentant le projet de résolution au nom du Groupe des États d'Afrique, déclare que de nombreuses personnes dans le monde sont de plus en plus vulnérables en raison de facteurs tels que le logement précaire ou inadéquat, l'insécurité alimentaire, l'inégalité, la pauvreté, la violence et le manque d'accès à l'eau potable. Les personnes sans abri ou risquant de le devenir sont touchées de manière disproportionnée par de graves problèmes de santé car elles sont souvent exposées au risque de contracter des maladies transmissibles, telles que la COVID-19.

8. Le sans-abrisme a des causes multiples, complexes et interdépendantes, et doit être traité conformément à l'objectif consistant à ne laisser personne de côté. Dans le projet de résolution, il est constaté que si le monde entre dans une période de reconstruction après la pandémie, les questions liées au sans-abrisme devraient également être prises en compte dans le cadre de la lutte contre le virus à l'origine de la COVID-19 et de la mise en œuvre des plans de relèvement. Le Groupe invite toutes les délégations à soutenir le texte pour montrer clairement que le sans-abrisme, qui est une préoccupation mondiale, est traité au plus haut niveau de l'Assemblée générale.

9. Au moyen du projet de résolution, le Groupe espère sensibiliser aux principales causes du sans-abrisme et aux méthodes possibles pour faire face aux différentes catégories de sans-abrisme de manière globale. Il faut s'attaquer davantage aux facteurs structurels du sans-abrisme, tels que la pauvreté, la perte de logement et de moyens de subsistance, l'absence de possibilités d'emploi décent, l'accès limité à un logement abordable et le manque de protection sociale.

Dans le texte, les aspects personnels du sans-abrisme sont également traités et les États Membres sont invités à renforcer les politiques en favorisant les services d'aide médicale et psychosociale plus larges et des programmes de santé mentale.

10. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) dit que les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution : Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Bangladesh, Brésil, Chine, Costa Rica, Cuba, Inde, Indonésie, Liban, Thaïlande et Venezuela (République bolivarienne du).

11. L'orateur annonce ensuite que les pays suivants souhaitent également se porter coauteurs du projet : Belize, Haïti, Pakistan, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago et Viet Nam.

12. *Le projet de résolution [A/C.3/76/L.12/Rev.1](#) est adopté.*

13. **M. Malovrh** (Slovénie), s'exprimant au nom de l'Union européenne et de ses États membres, déclare qu'il faut agir rapidement pour faire face à la montée du sans-abrisme, qui est l'une des formes les plus extrêmes d'exclusion sociale. L'Union européenne et ses États membres ont récemment lancé la Plateforme européenne sur la lutte contre le sans-abrisme afin de susciter un dialogue, faciliter l'apprentissage mutuel, favoriser la collecte de preuves et le suivi, et renforcer la coopération entre tous les acteurs qui cherchent à combattre le sans-abrisme. Si la communauté internationale veut réellement construire une société équitable et inclusive, il est impératif de fournir un accès au logement et une assistance aux sans-abri, qui constituent l'un des principes du pilier européen des droits sociaux. L'Union européenne et ses États membres se félicitent donc de l'initiative visant à élaborer un projet de résolution relatif à la lutte contre le sans-abrisme.

14. Il est toutefois regrettable que le texte final ne soit pas à la hauteur de l'ambition commune de lutter contre le sans-abrisme, puisqu'une démarche fondée sur les droits humains n'a pas été adoptée pour traiter la question. L'Union européenne a participé aux négociations avec un esprit constructif, en présentant de nouvelles formulations qui renforcent le texte, tout en faisant preuve de souplesse et en étant prête à accepter des compromis. Pourtant, le texte final ne représente pas le large éventail des positions défendues sur de nombreuses questions et ne présente pas un équilibre approprié.

15. L'Union européenne préfère nettement employer en anglais l'expression « persons experiencing homelessness » plutôt que « people experiencing

homelessness » (personnes sans abri). En outre, le texte ne tient pas compte de l'importance de l'hygiène menstruelle pour les femmes et les filles sans abri, malgré l'absence d'opposition sur cette question. Par ailleurs, l'Union européenne a proposé des libellés qui n'ont pas été acceptés sur les changements climatiques, la violence sexuelle et fondée sur le genre, les services de soins de santé, les droits civils et la discrimination.

16. Lors de la soumission d'une nouvelle résolution, il est essentiel d'allouer suffisamment de temps à des consultations approfondies afin d'éviter le risque d'adopter des résolutions qui ne représentent pas les ambitions, les valeurs et les positions de la Commission. Malgré ces graves préoccupations, l'Union européenne s'est jointe au consensus sur le projet de résolution. Elle aura à cœur de travailler avec toutes les délégations afin de renforcer le texte à la prochaine occasion.

17. **M. Hill** (États-Unis d'Amérique) déclare que son pays a le plaisir de se joindre au consensus sur le projet de résolution. Son gouvernement est déterminé à chercher des solutions pour éliminer le sans-abrisme. S'agissant des références aux droits économiques, sociaux et culturels et au Programme de développement durable à l'horizon 2030 qui figurent dans le projet de résolution, l'orateur renvoie la Commission à la déclaration générale prononcée par sa délégation le 5 novembre 2022 (voir [A/C.3/76/SR.7](#)).

18. Les États-Unis considèrent que les références aux obligations des États s'appliquent uniquement à ceux qui y ont souscrit, conformément au paragraphe 1 de l'article 2 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Par conséquent, cet instrument ne revêt aucun caractère contraignant pour les États-Unis qui n'en sont pas partie, et les droits qui y sont énoncés ne sont pas opposables en tant que tels devant ses tribunaux. Les pays disposent d'un large éventail de politiques et de mesures pour promouvoir la réalisation progressive des droits économiques, sociaux et culturels. Les résolutions ne devraient donc pas avoir pour objectif de définir le contenu de ces droits ou de droits connexes, notamment ceux découlant d'autres instruments.

19. La délégation des États-Unis s'est jointe au consensus sur le projet de résolution, étant expressément entendu que la référence faite au droit à un logement convenable ne modifie en rien l'état actuel du droit international conventionnel ou du droit international coutumier, qui ne prévoient pas de droit à part entière à un logement convenable. Elle estime donc que la référence au droit à un logement convenable dans le projet de résolution renvoie simplement au droit à un niveau de vie suffisant, notamment le logement, tel qu'il

figure dans le Pacte international et la Déclaration universelle des droits de l'homme.

20. **M. Reed** (Royaume-Uni) dit que son gouvernement est déterminé à prévenir et à traiter le sans-abrisme, en particulier tout au long de la pandémie de COVID-19, pendant laquelle il a fourni des logements d'urgence et des vaccins prioritaires. Il est essentiel que les services d'aide aux sans-abri et les services de santé continuent à collaborer pour fournir un appui chaque fois que nécessaire.

21. Tout en se félicitant de l'inclusion dans le projet de résolution d'un libellé encourageant les États à améliorer l'accès à un logement abordable au moyen de politiques du logement intégrées et de mesures de protection sociale, la délégation du Royaume-Uni regrette que ses propositions relatives au paragraphe 19 n'aient pas été acceptées. Le plafonnement des loyers n'est pas une solution au manque de logements abordables. Le Gouvernement du Royaume-Uni est opposé à la réglementation des loyers dans le secteur locatif privé qui vise à en limiter l'augmentation, car l'expérience montre que de telles pratiques découragent l'investissement dans le secteur et entraînent une baisse des normes de propriété, ce qui ne profite ni aux propriétaires ni aux locataires. Des exemples internationaux récents montrent également que la réglementation des loyers peut avoir une incidence négative involontaire sur l'offre de logements et encourager la sous-location.

22. Il est également regrettable que l'expression imprécise « services intégrés de soutien psychosocial » ait été conservée au paragraphe 13 ; l'expression plus large « soins et soutien intégrés » aurait été préférable.

23. Enfin, la délégation du Royaume-Uni regrette de ne pas avoir eu l'occasion de prendre dûment en considération les coûts liés à l'élaboration du rapport du Secrétaire général. Le Secrétariat devrait collaborer avec les délégations concernées après l'adoption du projet de résolution afin de définir une démarche plus raisonnable et rentable. Malgré ces préoccupations, la délégation du Royaume-Uni soutient le projet de résolution.

24. **M. Baror** (Israël), exprimant les remerciements de sa délégation pour la transparence, l'inclusivité et la rigueur du processus de négociation, dit que le projet de résolution constitue une base solide pour traiter les questions relatives au sans-abrisme. Néanmoins, des références claires aux groupes et aux individus les plus vulnérables et les plus exposés au risque d'exclusion liée au logement, tels que les lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes, permettraient de renforcer le projet de résolution et, par extension, les

efforts visant à répondre aux besoins des sans-abri. Il est temps que l'ONU ainsi que ses États Membres et observateurs reconnaissent l'existence de ces personnes dans le cadre des projets de résolution adoptés par la Commission. La délégation israélienne espère que ce problème sera résolu à l'avenir.

25. **M^{me} Allen** (Australie), s'exprimant également au nom du Canada, de l'Islande, du Liechtenstein, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande et de la Suisse, déclare que, lorsqu'ils s'attaquent à la question du sans-abrisme, les États Membres doivent promouvoir et protéger les droits humains de toutes les personnes.

26. Bien que les pays au nom desquels l'oratrice s'exprime soient reconnaissants que nombre de leurs propositions visant à renforcer le texte aient été prises en compte, le texte aurait gagné à se concentrer davantage sur les droits humains, notamment le droit à un logement convenable, ainsi que sur les questions de genre et d'inclusion. Il aurait fallu en particulier ajouter un libellé sur la lutte contre la violence sexuelle et fondée sur le genre, l'accès aux services de santé et la satisfaction des besoins des groupes particuliers plus exposés à la discrimination. Une plus grande attention aurait également dû être accordée au lien général entre le sans-abrisme et les droits humains. En outre, l'emploi en anglais de l'expression « persons experiencing homelessness » aurait été préférable à celle de « people experiencing homelessness », car elle souligne le fait que les droits humains sont détenus par des individus, et non par des groupes.

27. **M^{re} Hansen** (Observateur du Saint-Siège) se félicite du nouvel élan donné dans le projet de résolution à la lutte contre le sans-abrisme. Il est également essentiel de s'attaquer au sans-abrisme et de soutenir les personnes touchées par ce phénomène en vue d'éliminer la pauvreté, la faim et l'exclusion.

28. L'Église et de nombreuses institutions et organisations catholiques à travers le monde se mobilisent en faveur des sans-abri en leur fournissant un abri, des vêtements, de la nourriture ainsi qu'une aide à l'emploi et au logement. L'accent mis dans le projet de résolution sur le traitement des divers facteurs socioéconomiques du sans-abrisme aux niveaux individuel, familial et sociétal est bienvenu. Le Saint-Siège espère que le projet de résolution aidera les États à élaborer des politiques et des programmes susceptibles d'apporter un soutien aux sans-abri vulnérables.

29. Bien que la délégation du Saint-Siège se réjouisse que, pendant les négociations, les facilitateurs aient cherché à réduire au minimum l'emploi de termes et de libellés controversés dans le projet de résolution, le

Saint-Siège réaffirme que le mot « genre » repose sur l'identité et la différence sexuelles biologiques, à savoir homme ou femme.

Point 29 de l'ordre du jour : Promotion des femmes (suite)

b) Suite donnée aux textes issus de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale (A/C.3/76/L.65)

Projet de résolution A/C.3/76/L.65 : Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et application intégrale de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale

30. **Le Président** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

31. **M^{me} Abraham** (Trinité-et-Tobago), présentant le projet de résolution, déclare que vingt-six ans après son adoption, la Déclaration et le Programme d'action de Beijing restent le programme mondial de transformation le plus complet en matière d'égalité des genres et d'avancement des femmes. Dans le Programme 2030, en particulier l'objectif de développement durable n° 5, l'accent est mis sur le caractère central de l'égalité des genres afin de réaliser des progrès majeurs dans l'ensemble des objectifs et des cibles. Ce n'est qu'en déployant des efforts concertés pour assurer la mise en œuvre intégrale et accélérée de ces documents que l'égalité des genres et les objectifs pourront être réalisés. L'Assemblée générale doit donc continuer à suivre la mise en œuvre du Programme d'action, notamment en ce qui concerne les travaux du système des Nations Unies et ses processus intergouvernementaux.

32. *Le projet de résolution A/C.3/76/L.65 est adopté.*

33. **M. Malovrh** (Slovénie), s'exprimant au nom de l'Union européenne et de ses États membres, ainsi que de l'Albanie, de la Macédoine du Nord, du Monténégro et de la Serbie, pays candidats, de la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association, et de la Géorgie, de la République de Moldova et de l'Ukraine, déclare que l'Union européenne et ses États membres se félicitent de l'adoption du projet de résolution. De nombreux projets de résolution adoptés au cours de la présente session, tous points de l'ordre du jour confondus, comportent des recommandations tournées vers l'avenir sur l'égalité des genres, ce qui traduit la nécessité de placer les femmes et les filles au centre de tous les efforts par

l'intégration systématique du genre et la mise en œuvre de stratégies tenant compte de ces questions.

34. L'Union européenne et ses États membres se félicitent des recommandations formulées dans plusieurs projets de résolution en vue de promouvoir et de protéger le rôle des organisations de la société civile, notamment les organisations féministes et dirigées par des femmes et les défenseuses des droits humains. Ils se félicitent également des engagements pris en vue de combattre les formes multiples et croisées de discrimination, qui continuent de toucher les femmes et les filles dans des situations et circonstances diverses, et d'éliminer toutes les formes de violence sexuelle et fondée sur le genre.

35. L'Union européenne et ses États membres demeurent déterminés à défendre, protéger et respecter tous les droits humains et à appliquer pleinement et effectivement la Déclaration et le Programme d'action de Beijing, le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, ainsi que les documents issus de leurs conférences d'examen. Ils réaffirment également leur attachement au respect et à la défense du droit de chaque personne à maîtriser pleinement les questions liées à sa sexualité et à sa santé sexuelle et procréative, sans discrimination, contraintes ou violence. Enfin, ils soulignent qu'il convient d'assurer un accès universel à des informations, une éducation - y compris une éducation sexuelle complète - et des services de soins de santé complets, de qualité et abordables, en matière de santé sexuelle et procréative.

36. **M^{me} Trejo Muncia** (Mexique) s'exprimant également au nom de l'Albanie, de l'Allemagne, de l'Andorre, de l'Argentine, de l'Arménie, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, de la Bolivie (État plurinational de), de la Bulgarie, de Cabo Verde, du Canada, du Chili, de Chypre, de la Colombie, du Costa Rica, de la Croatie, du Danemark, d'El Salvador, de l'Équateur, de l'Espagne, de l'Estonie, des États-Unis d'Amérique, de la Finlande, de la France, du Gabon, de la Géorgie, de la Grèce, du Honduras, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, du Japon, de la Jordanie, de la Lettonie, du Liban, du Libéria, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Luxembourg, de la Macédoine du Nord, de Madagascar, du Malawi, de Malte, du Maroc, de Monaco, de la Namibie, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, du Pérou, du Portugal, de la République de Corée, de la République dominicaine, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse, de la Tchéquie, de la Tunisie, de l'Uruguay et de l'Union européenne, affirme que le Forum Génération Égalité a marqué un tournant décisif

au niveau mondial et constitué la plus importante initiative multipartite en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes et des filles. Cette manifestation historique a rassemblé des gouvernements, la société civile, des entreprises et des agents du changement du monde entier dans le but de définir et d'annoncer des politiques et des investissements ambitieux et de mettre en œuvre un plan d'étapes en vue de renforcer l'égalité, le rôle moteur et les chances de toutes les femmes et les filles dans le monde.

37. **M. Samson** (France) s'exprimant également au nom de l'Albanie, de l'Allemagne, de l'Andorre, de l'Argentine, de l'Arménie, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, de la Bolivie (État plurinational de), de la Bulgarie, de Cabo Verde, du Canada, du Chili, de Chypre, de la Colombie, du Costa Rica, de la Croatie, du Danemark, d'El Salvador, de l'Équateur, de l'Espagne, de l'Estonie, des États-Unis d'Amérique, de la Finlande, de la France, du Gabon, de la Géorgie, de la Grèce, du Honduras, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, du Japon, de la Jordanie, de la Lettonie, du Liban, du Libéria, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Luxembourg, de la Macédoine du Nord, de Madagascar, du Malawi, de Malte, du Maroc, de Monaco, de la Namibie, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, du Pérou, du Portugal, de la République de Corée, de la République dominicaine, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse, de la Tchéquie, de la Tunisie, de l'Uruguay et de l'Union européenne, affirme que le Forum Génération Égalité a favorisé la formation d'une coalition puissante et durable en faveur de l'égalité des genres. Ce forum a marqué un tournant car des militants, des féministes, des jeunes et des partenaires ont obtenu des investissements financiers majeurs d'un montant avoisinant les 40 milliards de dollars, afin de réaliser des changements profonds pour les générations à venir.

38. Le Forum a eu lieu à un moment critique ; la pandémie de COVID-19 a exacerbé les inégalités entre les genres, et les femmes dans toute leur diversité subissent de plein fouet les répercussions économiques et sociales, comme le montrent les rapports faisant état d'une augmentation de la violence sexuelle et fondée sur le genre, ainsi que des effets économiques négatifs croissants causés à la fois par une augmentation des soins et des travaux domestiques non rémunérés et la surreprésentation des femmes dans les emplois mal rémunérés et informels et bon nombre des secteurs les plus durement touchés par la pandémie. Comme le Secrétaire général l'a affirmé, ce sont les femmes qui ont le plus souffert de la crise de la COVID-19. Le

Forum a fourni une occasion unique de remédier à cette situation.

39. Le Forum a adopté des engagements d'action quinquennaux autour du Plan mondial d'accélération, qui établit la marche à suivre au niveau mondial pour parvenir à l'égalité des genres en vue de concrétiser les promesses de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et de réaliser les objectifs de développement durable, avec la participation de tous les secteurs de la société.

40. La reconnaissance de ces réalisations dans le projet de résolution est bienvenue. L'orateur appelle tous les États Membres à se joindre à l'effort collectif en vue de réaliser l'égalité des générations et de veiller à ce qu'aucune femme ou fille ne soit laissée de côté.

41. **M. Kuzmenkov** (Fédération de Russie) estime que le projet de résolution devrait avoir une portée large et ne devrait pas se concentrer, par exemple, sur les aspects liés au genre dans le fonctionnement des organismes du système des Nations Unies. Bien que cela soit pertinent, c'est loin d'être l'aspect le plus important de l'égalité des genres. Il est également regrettable que la seule initiative privée finale mentionnée dans le projet de résolution soit le Forum Génération Égalité. Le Forum féminin eurasiatique, auquel ont participé des représentants de plus de 100 États, est tout aussi important et a donné lieu à de nombreux résultats concrets. La Fédération de Russie considère que la Déclaration et le Programme d'action de Beijing fixent la marche à suivre pour améliorer l'égalité des genres et les perspectives qui s'offrent aux femmes, et le projet de résolution ne prévoit pas la nécessité de réexaminer ces aspects.

42. Malgré ses diverses préoccupations, la délégation russe s'est jointe au consensus sur le projet de résolution. Elle espère cependant que ses observations seront prises en compte dans la rédaction des futures résolutions sur le sujet.

43. **M^{me} Cedano** (République dominicaine), s'exprimant également au nom de l'Afrique du Sud, de l'Albanie, l'Allemagne, de l'Andorre, de l'Argentine, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, du Belize, de la Bolivie (État plurinational de), de la Bosnie-Herzégovine, du Botswana, de la Bulgarie, de Cabo Verde, du Canada, du Chili, de Chypre, de la Colombie, du Costa Rica, de la Croatie, du Danemark, d'El Salvador, de l'Équateur, de l'Espagne, de l'Estonie, des États-Unis d'Amérique, des Fidji, de la Finlande, de la France, de la Géorgie, de la Grèce, du Honduras, de la Hongrie, de l'Irlande, de l'Islande, d'Israël, de l'Italie, du Japon, de la Jordanie, de la Lettonie, du Liban, du Libéria, du Liechtenstein, de la Lituanie, du

Luxembourg, de Madagascar, de Malte, du Maroc, de Maurice, du Mexique, de Monaco, du Monténégro, de la Namibie, du Népal, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, du Panama, des Pays-Bas, du Pérou, de la Pologne, du Portugal, de la République de Moldova, de la République tchèque, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Rwanda, de la Serbie, de la Sierra Leone, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse, de la Tunisie, de la Turquie, de l'Ukraine, de l'Uruguay et de l'Union européenne, déclare que les femmes et les filles font face à des situations et à des conditions diverses et changeantes qui nécessitent des réponses sur mesure. La communauté internationale doit collaborer pour concevoir des actions qui tiennent compte des questions de genre, qui soient ancrées dans le respect des droits humains et qui touchent toutes les personnes concernées, notamment les plus vulnérables et les plus marginalisées. Les solutions à ces problèmes sont bien connues. Les États Membres se sont tous engagés à traiter et à éliminer les formes multiples et croisées de discrimination. Ce concept établi, qui a été formulé dans de nombreuses résolutions, favorise l'inclusion et augmente la visibilité de la discrimination sous toutes ses formes afin de veiller à ce que personne ne soit laissé de côté.

44. Les États Membres se sont tous engagés à mettre fin à la violence sexuelle et fondée sur le genre ainsi qu'à assurer un accès universel aux soins de santé sexuelle et procréative et à faire en sorte que chacun puisse exercer ses droits en matière de procréation. Ces concepts universellement reconnus sont clairement définis dans le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, la Déclaration et le Programme d'action de Beijing et le Programme 2030, ainsi que dans de nombreuses résolutions adoptées par l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et le Conseil de sécurité.

45. Les concepts ont été accompagnés de progrès considérables au cours des dernières décennies, tels qu'une baisse considérable du taux de mortalité maternelle dans le monde. La pandémie de COVID-19 a démontré que ces progrès étaient fragiles et que les femmes et les filles étaient les premières touchées par les crises. Les gouvernements sont tenus de respecter leurs engagements et de prendre des mesures décisives en vue de construire un monde plus égalitaire pour toutes les femmes et les filles.

46. **M. Hill** (États-Unis d'Amérique) dit que sa délégation se réjouit de constater l'ajout, dans le projet de résolution, d'une formulation plus claire sur l'autonomisation de toutes les femmes et filles et sur les efforts visant à intégrer les questions de genre dans les

travaux de l'Assemblée générale. Sa délégation se félicite également du libellé qui a été inséré pour rendre compte des contributions des femmes et des filles en tant qu'agents du changement et encourager les entités des Nations Unies à prévenir, traiter et éliminer le harcèlement sexuel.

47. **M^{me} Flores Tello** (Panama) dit que son pays reste attaché à la pleine mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing ainsi que des documents issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale. L'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles sont essentielles pour atteindre les objectifs de développement durable.

48. Le Panama continue de promouvoir la réalisation de l'égalité des genres en soutenant des initiatives telles que la Coalition internationale pour l'égalité salariale et en exerçant la coprésidence du groupe de travail sur l'indice Institutions sociales et égalité homme-femme mis au point par le Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Le Panama est également parti à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Afin d'autonomiser les femmes sur le plan économique, le Gouvernement panaméen a adopté une politique publique visant à soutenir l'employabilité et l'accès au travail des jeunes femmes et des femmes vulnérables sur le plan socioéconomique. Il a également adopté une stratégie nationale qui vise à intégrer les filles et les jeunes dans les disciplines liées aux sciences, à la technologie, à l'ingénierie et aux mathématiques, une stratégie nationale sur l'entrepreneuriat féminin et un plan d'autonomisation économique pour les femmes autochtones.

49. Avec le soutien technique d'ONU-Femmes, le Panama met en œuvre un plan d'action qui prévoit la construction d'un système national de soins visant à soutenir l'autonomie et la participation des femmes, ainsi que le partage des responsabilités entre les hommes et les femmes. Récemment, le Conseil national pour les mères adolescentes a publié une nouvelle stratégie nationale intersectorielle qui jettera les bases d'une politique publique de prévention et de prise en charge des grossesses précoces.

50. **M^{gr} Hansen** (Observateur du Saint-Siège), constatant que la pandémie de COVID-19 continue d'entraver les méthodes de travail habituelles concernant la tenue de consultations informelles, déclare que le Saint-Siège salue les efforts déployés pour centrer le débat sur certains paragraphes. Les résolutions adoptées par l'Assemblée générale

devraient porter sur les processus menés, les documents élaborés et les manifestations organisées sous les auspices de l'ONU ; les processus, documents et manifestations extérieurs à l'ONU ne devraient être mentionnés dans les résolutions que s'ils ne sont pas controversés et bénéficient d'un soutien consensuel.

51. Comme l'a souligné le pape François, il ne suffit pas de dire que les hommes et les femmes sont égaux pour que cela devienne une réalité, il faut déployer des efforts consciencieux et minutieux pour atteindre cet objectif. La délégation du Saint-Siège se félicite de l'engagement continu de la communauté internationale à cet égard, comme en témoigne le projet de résolution.

Point 70 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'enfant (suite)

a) Promotion et protection des droits de l'enfant (suite) (A/C.3/76/L.25/Rev.1)

Projet de résolution A/C.3/76/L.25/Rev.1 : Droits de l'enfant

52. **Le Président** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

53. **M. Amorín** (Uruguay), présentant le projet de résolution au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes et de l'Union européenne, déclare que les objectifs de développement durable représentent à la fois un grand défi et une chance d'améliorer la compréhension de la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant dans le cadre du Programme 2030. Dans le projet de résolution, l'accent est mis sur le lien entre les objectifs et les droits énoncés dans la Convention, et sur l'engagement qui est au cœur du Programme 2030 de ne laisser personne de côté, notamment les enfants.

54. L'objectif du projet de résolution est de traiter les principaux facteurs qui permettent de promouvoir, défendre et garantir les droits des enfants en matière d'éducation, de santé, d'alimentation, de nutrition et de protection contre les différentes formes de violence ainsi que le droit d'être entendu. Le projet de résolution contribuera également à aborder d'autres questions, telles que les répercussions des changements climatiques et de la pandémie de COVID-19 sur les enfants et la nécessité de traiter les enfants impliqués, ou présumés impliqués, dans des groupes armés comme des victimes, conformément à leur intérêt supérieur.

55. Comme il n'était pas possible de faire référence à tous les objectifs de développement durable ou à tous les articles de la Convention dans le projet de résolution, il a fallu adopter une approche globale dans le processus de rédaction, étant entendu que, même si certains des

objectifs ne sont pas explicitement liés aux droits de l'enfant, les engagements énoncés dans la Convention ne peuvent être respectés que par la mise en œuvre intégrale du Programme 2030.

56. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) dit que les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution : Andorre, Australie, Botswana, Canada, Islande, Japon, Lesotho, Liban, Liechtenstein, Madagascar, Maroc, Norvège, Nouvelle-Zélande, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie, Suisse, Thaïlande, Timor-Leste et Tunisie.

57. L'orateur annonce ensuite que le Congo, Sao Tomé-et-Principe et la Sierra Leone souhaitent également se porter coauteurs du projet.

58. *Le projet de résolution A/C.3/76/L.25/Rev.1 est adopté.*

59. **M. Malovrh** (Slovénie), s'exprimant au nom de l'Union européenne et de ses États membres, dit que l'adoption du projet de résolution par consensus traduit le fort engagement nécessaire pour protéger davantage les droits de l'enfant.

60. L'appel à ne laisser aucun enfant de côté montre le lien étroit entre le Programme 2030 et les droits de l'enfant. Tous les objectifs de développement durable ont une incidence sur l'exercice des droits de l'enfant et la promotion de ces droits est une étape fondamentale dans la réalisation de tous les objectifs.

61. Bien que la Convention soit l'instrument relatif aux droits humains le plus ratifié dans l'histoire, il reste beaucoup à faire dans ce domaine. La pandémie de COVID-19 n'a fait qu'exacerber les risques et entraver les progrès. Les enfants continuent de souffrir de la violence, en ligne comme hors ligne, notamment de la violence sexuelle et fondée sur le genre, de la violence domestique, des abus physiques et psychologiques, de l'exploitation, de la pauvreté, des inégalités et de la traite.

62. Dans le projet de résolution, une attention particulière est accordée aux personnes vulnérables ou marginalisées, notamment les enfants appartenant à des groupes autochtones ou minoritaires et les enfants handicapés. La délégation slovène réaffirme la nécessité de parvenir à l'égalité des genres, de mettre en œuvre des stratégies tenant compte des questions de genre et de placer les filles au centre de tous les efforts. Les enfants ont le droit d'être entendus et d'exprimer librement leur opinion sur toutes les questions qui les concernent, notamment les changements climatiques et les questions environnementales.

63. **M. Kuzmenkov** (Fédération de Russie) dit que son pays reste attaché aux obligations lui incombant en vertu du droit international en ce qui concerne la promotion et la protection des droits de l'enfant. L'amélioration du bien-être des enfants et le respect de leurs droits revêtent une importance cruciale. Une attention particulière devrait être accordée au renforcement de la cellule familiale traditionnelle, qui joue le rôle le plus important dans le développement de l'identité de l'enfant. L'éducation au sein de la famille est essentielle à la réussite et à l'autonomisation, et le soutien apporté par les parents et les représentants légaux encourage les enfants à exercer pleinement leurs droits en vertu de la Convention. La délégation russe considère que toutes les références du projet de résolution à la participation pleine, égale et effective des enfants aux processus décisionnels pertinents s'entendent exclusivement dans le contexte des articles applicables de la Convention.

64. **M. Hill** (États-Unis d'Amérique) dit que son pays s'est joint au consensus sur le projet de résolution pour montrer sa détermination à respecter les droits humains des enfants et la priorité qu'il accorde aux efforts nationaux et internationaux visant à promouvoir et à protéger le bien-être des enfants.

65. Les États-Unis considèrent que la Convention fournit un cadre pertinent pour les États parties mais que les références faites dans le projet de résolution aux obligations ou aux principes qui en découlent, notamment celui de l'intérêt supérieur de l'enfant, n'entraînent aucune obligation pour les États-Unis à cet égard. En outre, certaines obligations découlant de la Convention sont présentées de manière inexacte dans le projet de résolution.

66. La délégation des États-Unis considère que le seizième alinéa du projet de résolution fait référence aux châtiments qui sont de nature à constituer un acte de maltraitance d'enfants, au sens du droit interne. S'agissant du dix-septième alinéa, elle note que les enfants devraient pouvoir se faire entendre, mais qu'il n'existe pas de droit d'être entendu au sens général du terme.

67. S'agissant du onzième alinéa et des paragraphes 6, 19 et 43 f) du projet de résolution, la délégation des États-Unis aurait préféré l'expression « contenus montrant des violences sexuelles sur enfant ou images montrant des violences sexuelles sur enfant, souvent qualifiés de pédopornographie ou incriminés comme tels », au lieu de l'expression « pornographie mettant en scène des enfants et autres contenus montrant des violences sexuelles sur enfant », car les images sexuelles d'enfants constituent un acte de maltraitance et d'exploitation, et non de la pornographie, au sens du

droit interne. Elle aurait également préféré l'expression « traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle » plutôt que « exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales » et l'expression « exploitation sexuelle d'enfants dans le contexte de la prostitution » à la place de « prostitution des enfants », car les mineurs ne peuvent pas donner leur consentement à des actes sexuels réalisés à des fins commerciales, si bien que toute implication d'enfants dans la prostitution est non consensuelle et criminelle.

68. S'agissant du vingt-septième alinéa du projet de résolution, l'orateur note que rien n'oblige de manière générale les États à réaliser les droits humains ou à prendre des mesures appropriées pour protéger les droits de l'enfant. La délégation des États-Unis considère que les références aux obligations figurant au paragraphe 11 renvoient à celles énoncées au paragraphe 2 de l'article 24 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

69. Enfin, s'agissant du paragraphe 26 du projet de résolution, la délégation des États-Unis note qu'il n'existe pas de droit humain internationalement reconnu à des ressources en ligne de grande qualité.

70. **M. Ruiz** (Philippines) dit que sa délégation reste attachée aux obligations qui lui incombent en vertu de la Convention et des protocoles y relatifs. Sa délégation se félicite de l'accent mis dans le projet de résolution sur la garantie des droits de l'enfant dans les contextes numériques, étant donné que la pandémie de COVID-19 a contraint des millions d'enfants à utiliser des plateformes numériques pour apprendre et jouer. Les Philippines regrettent toutefois de ne pas pouvoir se porter coauteur du projet de résolution en raison du paragraphe 24, qui mentionne la Cour pénale internationale. Elles souhaitent donc se dissocier de ce paragraphe.

71. **M^{me} Hassan** (Égypte) dit que sa délégation émet des réserves quant aux références aux « formes croisées de discrimination » qui figurent aux paragraphes 7 et 29 du projet de résolution. Cette expression n'est pas claire, alors que celles qui désignent l'interdiction de toutes les formes de discrimination sont exhaustives et consensuelles. À cet égard, l'Égypte estime que l'expression « formes croisées de discrimination » ne fait pas l'objet d'un consensus. En outre, il convient d'interpréter les paragraphes 14, 22, 32 et 33 du texte conformément à la législation nationale des États et à leurs valeurs religieuses et culturelles.

72. **M^{me} Alalawat** (Bahreïn), s'exprimant également au nom de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis, de l'Iraq, du Koweït, d'Oman et du Qatar, déclare que ces pays se sont joints au consensus sur le projet de

résolution compte tenu de l'importance du sujet. Toutefois, les références à la « santé sexuelle et procréative » et aux « services de santé sexuelle et procréative » aux paragraphes 14, 22, 32 g) et 33 du texte, ainsi que d'autres termes controversés et flous, sont interprétés au sens de la législation nationale de ces États et conformément à leurs valeurs religieuses et culturelles.

73. **M. Salah** (Libye) dit que sa délégation s'est jointe au consensus sur le projet de résolution compte tenu de l'importance du sujet. La Libye a ratifié la Convention en 1993 et adopté une législation nationale en la matière, notamment la loi sur la protection de l'enfant de 1997. L'article premier de la loi prévoit expressément qu'un fœtus dans le ventre de sa mère est considéré comme un enfant. Le droit à la vie est donc totalement garanti. En effet, il s'agit du droit primaire et le plus fondamental, qui vient compléter tous les autres droits. La délégation libyenne n'acceptera aucune formulation laissant entendre que toute personne, même la mère, peut priver un fœtus de son droit à la vie, sauf dans les cas très restreints prévus par la législation, notamment lorsque la vie de la mère est en danger. Elle se dissocie des références à la « santé sexuelle et procréative » et aux « services de santé sexuelle et procréative » qui figurent aux paragraphes 14, 22, 32 et 33 du projet de résolution. La Libye émet également des réserves quant à l'expression « formes multiples et croisées de discrimination » figurant aux paragraphes 7 et 29, qu'elle interprète au sens de sa législation nationale et conformément à ses normes religieuses et culturelles.

74. **M^{me} Rajandran** (Singapour) dit que sa délégation se félicite de l'adoption du projet de résolution et soutient l'objectif consistant à promouvoir et protéger les droits de l'enfant. Singapour a adhéré à la Convention en 1995 et réaffirmé à plusieurs reprises sa volonté de se conformer aux obligations lui incombant en vertu de la Convention. Néanmoins, il souhaite émettre des réserves concernant les seizième et vingt-huitième alinéas du texte. Alors qu'elle cherche à protéger les droits et le bien-être des enfants au moyen du projet de résolution, la communauté internationale doit prendre conscience et tenir compte des différents contextes, réalités, capacités et niveaux de développement des États Membres, et respecter leurs politiques et priorités nationales. Ces réserves sont conformes aux déclarations et réserves formulées par Singapour à l'égard de la Convention.

75. **M. Mamadou Mounsir Ndiaye** (Sénégal) dit que son pays a adhéré à la Convention et publié une stratégie nationale pour sa mise en œuvre. Le Gouvernement respecte les engagements pris au titre de la Convention, conscients que les enfants sont titulaires de droits et

qu'il est impératif de les protéger et d'assurer, dans la mesure du possible, leur développement psychologique, physique et éducatif approprié. La communauté internationale doit répondre aux défis qui persistent à cet égard, en particulier dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Tous les enfants doivent se voir offrir des perspectives et se voir garantir leur droit à l'éducation sur la base de l'égalité des chances et de la non-discrimination, en particulier les enfants vivant avec un handicap.

76. Seul l'intérêt supérieur de l'enfant devrait être pris en considération dans toutes les mesures qui le concernent. Les multiples façons dont ces intérêts peuvent être interprétés devraient être prises en compte, et la communauté internationale doit avoir l'humilité de permettre aux sociétés de formater leur progéniture en fonction de leurs propres priorités. Tout en reconnaissant l'importance du projet de résolution, la délégation sénégalaise réaffirme que les sociétés et les États Membres devraient être autorisés à traduire les droits de l'enfant en fonction des réalités en place dans leurs propres pays. Dans ce contexte, elle se dissocie de l'emploi de termes flous ou non consensuels liés à la santé sexuelle et procréative au paragraphe 14 du projet de résolution, car la modification du programme éducatif d'un pays devrait dépendre uniquement des valeurs sociétales et endogènes de ce pays.

77. **M. Ghazali** (Malaisie) dit que son pays est déterminé à promouvoir et à protéger les droits de l'enfant. Si le consensus réalisé lors de l'adoption du projet de résolution est bienvenu, la Commission doit tenir compte des intérêts et des préoccupations de tous les États Membres. La délégation malaysienne souhaite émettre des réserves à l'égard des paragraphes 7 et 29 du texte et se dissocier de l'emploi de l'expression « formes multiples et croisées de discrimination ».

78. **M. Giorgio** (Érythrée) dit que, compte tenu des profondes inégalités mondiales mises en évidence par la pandémie de COVID-19, sa délégation a proposé d'inclure dans le projet de résolution une référence à la fracture numérique qui existe entre les pays en développement et les pays développés, attirant ainsi l'attention sur la nécessité d'y remédier. Elle aurait souhaité une formulation plus ciblée et affirmée sur la fracture numérique. Les préoccupations de toutes les délégations devraient être prises en compte sur un pied d'égalité au cours des négociations. Il est inacceptable qu'un débat aussi long ait été nécessaire sur des propositions constructives visant à enrichir le texte, car une telle approche est éprouvante pour les petites délégations. Pour que le projet de résolution soit pertinent, il faut qu'il porte sur des questions qui touchent tous les enfants et que les contributions et les

préoccupations de toutes les délégations soient prises en compte de manière adéquate et équitable.

79. **M^{me} Al-mashehari** (Yémen) dit que sa délégation déplore que le projet de résolution comporte des notions et des termes qui n'ont pas fait l'objet d'un consensus. Le Yémen souhaite donc se dissocier de l'expression « santé sexuelle et procréative » figurant aux paragraphes 14, 22, 32 g) et 33 du texte, du mot « croisées » figurant aux paragraphes 7 et 29 et de toutes les références qui sont contraires à la charia et à la législation yéménite.

80. **M. Reed** (Royaume-Uni) dit que le projet de résolution comporte de nombreux aspects louables, notamment l'ajout d'un libellé renforcé sur les droits des filles, la nécessité d'adopter des approches qui tiennent compte des questions de genre et l'accent mis sur l'élimination de la violence sexuelle et fondée sur le genre. Sa délégation soutient l'inclusion de références à la participation pleine, égale et effective des enfants, en particulier des filles, à la prise de décisions sur les questions qui les concernent. Il est toutefois regrettable que des réserves aient été émises sur la formulation de ce concept et que certaines délégations continuent de considérer cette formulation employée de longue date comme « controversée ». La délégation du Royaume-Uni se réjouit également que les besoins des personnes handicapées et des personnes qui subissent des formes multiples et croisées de discrimination soient davantage pris en compte.

81. Malgré ces avancées, il est regrettable que certains États Membres continuent de s'opposer à un libellé sur la santé sexuelle et procréative ainsi que l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Les objections persistantes à cet égard nient la réalité que vivent les enfants qui ont des orientations sexuelles et des identités de genre diverses et qui sont souvent victimes de persécutions disproportionnées. L'opposition à un libellé plus inclusif et plus large ne s'est pas produite au hasard ; elle s'inscrit dans le cadre d'efforts plus larges déployés par certains États Membres en vue non seulement de limiter les progrès mais aussi de compromettre le statu quo, au détriment des enfants puisque leurs besoins et parcours uniques et évolutifs ne sont pas pris en compte. En tant que défenseur des droits de l'enfant et de l'égalité des genre, le Royaume-Uni réaffirme sa détermination à protéger et autonomiser les enfants dans toute leur diversité, et à promouvoir l'égalité des droits pour tous les enfants afin qu'aucun enfant ne soit laissé de côté.

82. **M^{me} Charikhi** (Algérie) dit que son pays s'est joint au consensus sur le projet de résolution car la protection des enfants reste une question prioritaire.

Bien que certaines des grandes préoccupations exprimées par la délégation algérienne aient été prises en compte, il est inquiétant de constater que le projet de résolution comporte un certain nombre de dispositions qui n'ont pas fait l'objet d'un consensus, telles que les références aux « formes multiples et croisées de discrimination » et la place importante accordée aux questions de genre.

83. Bien que les soins de santé soient essentiels au bien-être des enfants, les multiples références à la santé sexuelle et procréative des enfants créent un déséquilibre dans le projet de résolution. Toutes les questions relatives à la santé sexuelle et procréative devraient être traitées en conformité avec la législation nationale, respecter les valeurs culturelles et religieuses de la société et recevoir l'accord des parents ou des représentants légaux de l'enfant. L'Algérie interprétera tous les paragraphes relatifs à la santé sexuelle et procréative dans ce sens.

84. La délégation algérienne encourage les facilitateurs à réfléchir à la démarche adoptée dans la rédaction du texte. Des questions importantes telles que la disponibilité des dispositifs technologiques pour un enseignement de qualité, l'accès aux résultats du progrès scientifique et de la recherche et la nécessité de combler la fracture numérique et les inégalités de développement entre les pays ont été négligées au profit d'autres considérations sur lesquelles aucun consensus n'a été atteint. Il faut encourager la coopération internationale pour mettre fin aux inégalités de développement et fournir aux enfants dans les pays en développement un environnement sûr et propice à leur épanouissement en tant que citoyens de demain. Il est inutile de créer des charges concernant des questions sur lesquelles les pays ont le dernier mot.

85. La délégation algérienne appelle à adopter une approche plus équilibrée dans la rédaction des résolutions afin de mieux répondre aux besoins des enfants dans les pays en développement. Mettant en garde contre les tentatives d'imposer, au moyen de projets de résolution, un modèle de développement de l'enfant qui ne conviendrait pas à tous les pays, l'oratrice appelle au respect des valeurs culturelles et religieuses de tous les États Membres.

86. **M^{me} Bafrani** (République islamique d'Iran) dit que son pays accorde une grande attention à la promotion et à la protection des droits de l'enfant. Bien que sa délégation se soit associée au consensus sur le projet de résolution, elle se dissocie de tous les paragraphes qui font référence aux « groupes vulnérables » ou aux « formes multiples et croisées de discrimination ».

87. **M. Pieris** (Sri Lanka) dit que sa délégation se félicite de l'adoption par consensus du projet de résolution. Le Sri Lanka promet depuis longtemps le bien-être de ses enfants. Depuis les années 1940, les garçons et les filles, y compris dans les zones rurales, ont accès aux programmes de base de soins de santé et d'éducation parrainés par l'État, et de nombreux services publics apportent un soutien administratif à la mise en œuvre des politiques publiques en faveur des enfants. Un an après avoir ratifié la Convention, le Gouvernement sri-lankais a adopté la Charte des enfants afin de veiller à ce que les normes énoncées dans la Convention orientent la réforme et l'application des lois, la formulation des politiques et l'allocation des ressources, et de placer l'enfant au cœur de la politique publique, la législation et la jurisprudence. Le Sri Lanka reste déterminé à protéger le bien-être des enfants.

88. **M^{me} Inanç Örnekol** (Turquie) dit que son pays souhaite se porter coauteur du projet de résolution.

89. **M^{gr} Hansen** (Observateur du Saint-Siège) dit que sa délégation se réjouit de la prise en compte, dans le projet de résolution, des soins et de l'assistance nécessaires aux enfants ainsi que de l'importance de la famille pour accompagner, soigner et protéger les enfants à mesure qu'ils grandissent et acquièrent de la maturité, avec le soutien de politiques axées sur la famille. Sa délégation salue également l'accent mis sur la garantie d'un enseignement de qualité pour tous les enfants malgré les perturbations scolaires liées à la pandémie, notamment pour les jeunes mères, les enfants migrants et déplacés et les enfants handicapés, ainsi que la nécessité d'adapter l'enseignement aux besoins des enfants. Elle salue en outre la prise en compte des besoins en matière de santé des nourrissons, des enfants et des mères. L'élimination de la pauvreté est liée à plusieurs de ces éléments importants, comme en témoigne le projet de résolution.

90. Consciente du défi que représente la recherche d'un équilibre entre des perspectives opposées, la délégation du Saint-Siège regrette que le texte contienne un libellé ambigu et controversé sur la discrimination, ainsi qu'un libellé sur les services de santé procréative. Le Saint-Siège considère que l'expression « services de santé sexuelle et procréative » et les termes connexes renvoient à une conception globale de la santé, qui ne comprend ni l'avortement ni l'accès à l'avortement ou à des abortifs. Il considère également que le mot « genre » renvoie à l'identité et à la différence biologiques entre les sexes.

Point 73 de l'ordre du jour : Droit des peuples à l'autodétermination (suite) (A/C.3/76/L.58)

Projet de résolution A/C.3/76/L.58 : Réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination

91. **Le Président** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

92. **M. Akram** (Pakistan), s'exprimant également au nom de l'Afrique du Sud, de l'Algérie, de l'Arabie saoudite, de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, de Bahreïn, du Bangladesh, du Bélarus, du Brunéi Darussalam, de la Côte d'Ivoire, des Émirats arabes unis, de l'Équateur, de l'Érythrée, de la Fédération de Russie, de l'Iran (République islamique d'), de la Jordanie, du Koweït, du Nicaragua, d'Oman, du Qatar, de la République arabe syrienne, de la République centrafricaine, de la République populaire démocratique de Corée, de Singapour, du Tadjikistan, de Timor-Leste, du Venezuela (République bolivarienne du), du Yémen, de la Zambie, du Zimbabwe et de l'État de Palestine, et présentant le projet de résolution, déclare que celui-ci est l'expression du consensus mondial sur le droit fondamental à l'autodétermination, qui est un principe cardinal de la Charte des Nations Unies, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Ce droit a été précisé dans la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies.

93. L'autodétermination est devenue une norme impérative du droit international. La communauté internationale a l'obligation de faire respecter ce droit pour tous les peuples soumis à l'assujettissement, à la domination étrangère ou à l'occupation étrangère. L'obligation *erga omnes* du droit à l'autodétermination a été conférée par la Cour internationale de Justice dans les affaires relatives à la Namibie et au Timor-Leste, entre autres. La quasi-totalité des anciennes colonies et des peuples assujettis représentés à la Commission en tant que nations souveraines ont obtenu leur indépendance en exerçant leur droit à l'autodétermination.

94. Cependant, certains peuples occupés se voient systématiquement refuser ce droit et sont contraints de se battre pour pouvoir l'exercer. La suppression souvent brutale et violente du combat légitime pour l'autodétermination figure parmi les violations les plus graves des résolutions des organes de l'ONU et des droits humains fondamentaux. En affirmant chaque année son soutien au moyen de sa résolution,

l'Assemblée générale permet aux peuples sous occupation étrangère et coloniale de conserver l'espoir qu'ils décideront de leur destin en exerçant leur droit à l'autodétermination.

95. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) dit que les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution : Antigua-et-Barbuda, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Burkina Faso, Cameroun, Chine, Comores, Égypte, El Salvador, Haïti, Honduras, Jamaïque, Kenya, Kirghizistan, Lesotho, Liban, Libye, Madagascar, Malaisie, Malawi, Mali, Mauritanie, Namibie, Nigéria, Ouganda, Ouzbékistan, Paraguay, Sénégal, Thaïlande et Tunisie.

96. L'orateur annonce ensuite que les pays suivants souhaitent également se porter coauteurs du projet : Angola, Congo, Guinée, Guinée-Bissau, Maldives, République-Unie de Tanzanie, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Soudan, Soudan du Sud et Tchad.

97. *Le projet de résolution A/C.3/76/L.58 est adopté.*

98. **M. Alvarez** (Argentine) dit que son pays soutient pleinement le droit à l'autodétermination des peuples sous domination coloniale et occupation étrangère. Ce droit devrait être interprété conformément aux dispositions et aux principes de la Charte et à toutes les résolutions pertinentes des organes de l'ONU, en particulier les résolutions 1514 (XV) et 2625 (XXV) de l'Assemblée générale.

99. Le droit à l'autodétermination s'applique uniquement lorsqu'il existe un détenteur actif de ce droit, à savoir le peuple soumis à l'assujettissement, à la domination ou à l'exploitation d'une puissance étrangère, conformément à l'article premier de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. S'il n'y a personne pour détenir ce droit, ce droit n'existe pas. Dans ce contexte, le projet de résolution devrait être interprété et appliqué conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

100. **M. Bellmont Roldan** (Espagne) dit que son pays soutient le projet de résolution. Le droit à l'autodétermination des peuples colonisés est une condition préalable au plein exercice des droits humains, en particulier des droits politiques. Dans certains cas, la colonisation porte atteinte au droit d'un État de maintenir l'intégrité de son territoire, ce qui est contraire aux dispositions de la Charte et aux principes de l'Organisation.

101. Le droit à l'autodétermination ne peut ni ne devrait être utilisé pour justifier des situations coloniales qui

compromettent l'intégrité territoriale des États. C'est dans ce contexte qu'une puissance administrante, le Royaume-Uni, et les autorités d'un territoire colonisé, Gibraltar, tentent de créer l'illusion que le lien colonial a été rompu à la suite de changements supposés dans les relations politiques, tout en revendiquant un prétendu droit à l'autodétermination.

102. La population d'origine de Gibraltar a été forcée de partir, tandis que les habitants actuels sont les descendants de ceux qui y ont été installés par la Puissance occupante à des fins militaires. Dans ces circonstances, l'Espagne nie l'existence d'un droit à l'autodétermination protégé par le droit international, et sa position est clairement étayée par la résolution 2353 (XXII) de l'Assemblée générale. L'ONU est consciente que la situation à Gibraltar porte atteinte à l'intégrité territoriale de l'Espagne, qui a appelé à maintes reprises à l'ouverture d'un dialogue sur cette question.

103. Le maintien de la colonie sur le territoire espagnol a une incidence négative sur Campo de Gibraltar, où résident de nombreux descendants de la population espagnole expulsée de Gibraltar. L'Espagne et le Royaume-Uni doivent rétablir d'urgence le dialogue afin de trouver une solution dans le respect des principes de l'ONU. Dans le même temps, l'Espagne tente de parvenir à un accord avec le Royaume-Uni sur la mise en place d'une nouvelle coopération qui bénéficierait directement à tous les habitants de la région et réglerait les déséquilibres apparus lors du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

104. **M. Reed** (Royaume-Uni) dit que le droit à l'autodétermination est solidement ancré à la fois dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Le respect du droit à l'autodétermination est un pilier important du système international. L'autodétermination est étroitement associée au respect de tous les droits humains, de la décence et de l'état de droit, notamment le principe d'égalité entre les citoyens. Le respect du droit à l'autodétermination exige la tenue d'élections libres, régulières et équitables dans le cadre d'une société démocratique. Le plein respect de tous les droits humains, à savoir civils, culturels, économiques, politiques et sociaux, ainsi que des libertés fondamentales est également essentiel.

105. En réponse aux observations faites par le représentant de l'Espagne, l'orateur rappelle que le Royaume-Uni exerce sa souveraineté sur Gibraltar et sur les eaux territoriales qui l'entourent et qu'en tant que territoire séparé reconnu par l'ONU et inscrit depuis

1946 sur la liste des territoires non autonomes, Gibraltar bénéficie des droits que lui confère la Charte. La délégation du Royaume-Uni rappelle également que la population de Gibraltar jouit du droit à l'autodétermination. La Constitution de Gibraltar de 2006, que les Gibraltariens ont approuvée par référendum, consacre la relation moderne et mature qu'entretiennent Gibraltar et le Royaume-Uni. L'orateur réaffirme l'engagement pris de longue date par son gouvernement de ne conclure aucun accord aux termes duquel la population de Gibraltar serait placée, contre sa volonté librement et démocratiquement exprimée, sous la souveraineté d'un autre État, et de ne pas participer à des négociations sur la souveraineté auxquelles la population est opposée. Il réaffirme la détermination de son gouvernement à protéger Gibraltar, son peuple et son économie.

106. Revenant au projet de résolution, la délégation du Royaume-Uni estime que son champ d'application reste trop étroit. Tous les peuples ont le droit à l'autodétermination, qui devrait être exercé conformément au droit international. Elle aurait donc préféré que le projet de résolution fasse plus clairement référence à la pratique de l'autodétermination telle que prévue par le droit international. Le texte présente également un certain nombre d'inexactitudes au regard du droit international. Le droit lui-même, tel qu'énoncé dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ne s'applique qu'aux « personnes », et non aux « nations ».

107. **M. Bellmont Roldan** (Espagne), exerçant son droit de réponse, dit que, comme le prévoit la résolution 2353 (XXII) de l'Assemblée générale, toute situation coloniale qui détruit partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale d'un pays est incompatible avec les buts et principes de la Charte. Il en découle que c'est le principe de l'intégrité territoriale qui doit régir la décolonisation de Gibraltar, et non celui de l'autodétermination. L'Assemblée a rejeté sans ambages l'existence d'un prétendu droit à l'autodétermination de Gibraltar.

108. L'ONU considère clairement que Gibraltar est une colonie, qui figure à ce titre sur la liste des territoires non autonomes. Seule l'ONU peut décider que le processus de décolonisation de Gibraltar est achevé.

109. L'Espagne rejette les tentatives de la Puissance administrante et des autorités du territoire colonisé de revendiquer un hypothétique droit à l'autodétermination. Il n'existe pas de peuple colonisé, seul le territoire est colonisé. C'est l'Espagne qui est victime de la colonisation sur son propre territoire et qui

a, par conséquent, le droit d'exiger sa décolonisation par le rétablissement de son intégrité territoriale.

110. En application de l'article X du Traité d'Utrecht, l'Espagne a été contrainte de céder la propriété de la ville et du château de Gibraltar ainsi que du port, des fortifications et des forts qui en dépendent, mais pas sa compétence territoriale. Elle n'a rien cédé de plus. Le Royaume-Uni occupe illégalement une partie de l'isthme ainsi qu'une partie des eaux territoriales de l'Espagne, ayant étendu la surface des terres émergées de Gibraltar au moyen de remblais, y compris la zone où se trouve la piste d'atterrissage de l'aéroport de Gibraltar. L'Espagne a protesté fermement et formellement contre cette occupation, demandant que lui soient restitués ces territoires qui lui avaient été arrachés par la force. Le Gouvernement espagnol n'a aucun doute sur les limites de son territoire, dont font partie les eaux entourant Gibraltar. Comme il l'a déclaré lors de sa ratification de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, des navires espagnols opèrent dans ces eaux depuis la nuit des temps.

111. **M. Reed** (Royaume-Uni), exerçant son droit de réponse, dit qu'il est regrettable que l'adoption par consensus du projet de résolution ait été détournée par une délégation qui cherche à résoudre un différend bilatéral au sein de la Commission. Le Royaume-Uni n'a aucun doute sur la souveraineté de Gibraltar. L'orateur réaffirme l'engagement pris par son gouvernement de ne conclure aucun accord aux termes duquel la population de Gibraltar serait placée, contre sa volonté librement et démocratiquement exprimée, sous la souveraineté d'un autre État, et de ne pas participer à des négociations sur la souveraineté auxquelles la population est opposée. Il réaffirme la détermination de son gouvernement à protéger Gibraltar, son peuple et son économie.

Point 74 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits humains (suite)

b) Questions relatives aux droits humains, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits humains et des libertés fondamentales (suite) (A/C.3/76/L.49/Rev.1 et A/C.3/76/L.51/Rev.1)

Projet de résolution A/C.3/76/L.49/Rev.1 : La sécurité des journalistes et la question de l'impunité

112. **Le Président** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

113. **M^{me} Theofili** (Grèce), présentant le projet de résolution au nom des auteurs énumérés dans le document, dit que le projet de résolution tient compte des nouveaux défis auxquels les journalistes font face et

souligne la nécessité de les protéger contre les attaques, en ligne comme hors ligne. Le projet de résolution prévoit que, dans les situations de conflit armé, les journalistes sont considérés comme des civils et protégés en tant que tels, à condition qu'ils ne prennent aucune mesure susceptible de nuire à leur statut. Il comprend également des dispositions relatives aux répercussions négatives de la pandémie de COVID-19 sur le travail et la sécurité des journalistes et des professionnels des médias. L'accent est mis notamment sur le renforcement de la protection des femmes journalistes car le texte fait expressément référence à la nécessité de s'attaquer à toutes les formes de discrimination, de violence, d'abus et de harcèlement sexuels et fondés sur le genre. L'information renforce le pouvoir des citoyens ainsi que la participation et la confiance dans la gouvernance publique et le développement durable. La protection des journalistes et des professionnels des médias est donc une condition préalable nécessaire à la construction de sociétés démocratiques, stables, pacifiques et résilientes.

114. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) dit que les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution : Afrique du Sud, Andorre, Antigua-et-Barbuda, Australie, Belize, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Burkina Faso, Cabo Verde, Colombie, Égypte, El Salvador, Ghana, Guatemala, Guyana, Îles Marshall, Israël, Jordanie, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Mali, Maroc, Mexique, Myanmar, Namibie, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Palaos, Panama, Pérou, Qatar, République de Corée, République dominicaine, Saint-Marin, Serbie, Seychelles, Soudan, Tadjikistan, Timor-Leste, Uruguay et Zambie.

115. L'orateur annonce ensuite que les pays suivants souhaitent également se porter coauteurs du projet : Algérie, Canada, Congo, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Maldives, Mauritanie, Niger, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Tchad, Trinité-et-Tobago et Vanuatu.

116. *Le projet de résolution A/C.3/76/L.49/Rev.1 est adopté.*

117. **M^{me} Korac** (États-Unis d'Amérique) dit que le travail accompli par les journalistes favorise la libre circulation des informations et des idées, essentielle à la création de sociétés résilientes. Aucun journaliste ne devrait faire l'objet de harcèlement, d'intimidation ou de violence à cause de son travail. La délégation des États-Unis souscrit à l'engagement de promouvoir l'établissement des responsabilités pour les crimes commis contre des journalistes et des professionnels des médias.

118. S'agissant du paragraphe 3 du projet de résolution, la délégation des États-Unis note que le droit à la liberté d'expression comprend le droit de chercher, recevoir et répandre des informations, mais qu'il n'existe pas de droit à l'information ou droit d'accès à l'information.

119. **M. Kuzmenkov** (Fédération de Russie) dit que la sécurité des journalistes doit continuer à être une priorité dans les travaux des organes compétents de l'ONU. Sa délégation s'est jointe au consensus sur le projet de résolution, mais considère que la situation des journalistes peut être améliorée. Dans certains pays, leurs droits sont bafoués, leurs vie ou leur santé sont menacées, leurs capacités à exercer des activités professionnelles ont été suspendues et leurs visas et permis de travail ont été révoqués. Certains États bloquent même la diffusion de médias non approuvés dans le but de faire taire ceux qui pensent différemment. Les versions futures du projet de résolution devraient tenir compte de ces tendances inquiétantes.

120. L'expression « professionnel des médias » est vague et son emploi dans le projet de résolution permet une interprétation large des journalistes qui comprend presque tout utilisateur d'Internet, qu'il travaille ou non dans le journalisme. La délégation russe soutient l'accent mis dans le texte sur la prévention de la violence à l'égard des journalistes, mais il convient de mettre davantage l'accent sur la protection des journalistes contre les pressions exercées par les structures des médias de masse, en particulier les grandes entreprises. Ces structures, en particulier les entreprises occidentales, devraient être soumises à des restrictions pour les empêcher de dicter arbitrairement la politique éditoriale et de licencier ou d'ostraciser les journalistes indépendants. L'emploi dans le projet de résolution de l'expression « hors ligne » est également ambiguë car elle n'est pas définie dans le droit international des droits de l'homme.

Projet de résolution A/C.3/76/L.51/Rev.1 : Appliquer la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus en créant un environnement sûr et favorable pour les défenseurs des droits de l'homme et en assurant leur protection, notamment dans le contexte de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et du relèvement après la pandémie

121. **Le Président** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

122. **M^{me} Dale** (Norvège), présentant le projet de résolution au nom des auteurs énumérés dans le document, dit que les défenseurs des droits humains continuent de jouer un rôle essentiel pour promouvoir les droits humains, la paix, l'inclusion et la démocratie ainsi que pour mettre en œuvre le Programme 2030. Ces défenseurs continuent néanmoins à faire l'objet de menaces, de harcèlement, de surveillance et de violence en raison de leur travail, ce qui a été encore exacerbé par la pandémie de COVID-19.

123. Dans le projet de résolution, les États et toutes les autres parties prenantes sont donc appelés à mettre en œuvre la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus et à fournir un environnement sûr et favorable aux défenseurs des droits humains et à assurer leur protection. L'Assemblée générale est également invitée à réagir en envoyant un message clair de soutien aux défenseurs des droits humains et à leur travail.

124. Au quatrième alinéa du projet de résolution, il convient d'ajouter « dans le contexte de la Déclaration » après « et notamment les défenseurs des droits humains ». Au onzième alinéa, il convient d'ajouter « et de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique » après « et le respect des droits et des libertés d'autrui ». Au dix-neuvième alinéa du préambule, l'expression « qui soient inclusives, sûres et favorables » doit être remplacée par « qui soient inclusives, sûres, favorables et accessibles à tous et toutes, notamment aux personnes en situation de handicap ». Au vingt-deuxième alinéa, il convient de remplacer « la société civile » par « civique ». Le paragraphe 12 devrait être révisé comme suit : « Reconnaît que les jeunes contribuent de manière essentielle à la défense des droits humains, de la démocratie et de l'état de droit, et se déclare profondément préoccupée par les menaces, les violations des droits humains, les atteintes à ces droits et la discrimination dont ils peuvent faire l'objet en raison de leur âge, de la nature de leur engagement civique et de leurs activités de promotion des droits humains, et, à cet égard, demande aux États de créer un environnement sûr et favorable qui permette aux jeunes de promouvoir les droits humains ». Enfin, au paragraphe 28, il convient de supprimer « y compris les présences sur le terrain, » et d'ajouter en anglais « their » après « upon ».

125. **M. Mahmassani** (Secrétaire de la Commission) dit que les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution : Afrique du Sud, Albanie,

Allemagne, Andorre, Antigua-et-Barbuda, Autriche, Belgique, Botswana, Bulgarie, Cabo Verde, Chili, Chypre, Colombie, Croatie, Danemark, El Salvador, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Hongrie, Îles Marshall, Irlande, Italie, Japon, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Mali, Malte, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monténégro, Myanmar, Palaos, Panama, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Suède, Tchéquie, Timor-Leste, Uruguay et Vanuatu.

126. L'orateur annonce ensuite que le Congo, Sao Tomé-et-Principe et la Sierra Leone souhaitent également se porter coauteurs du projet.

127. *Le projet de résolution A/C.3/76/L.51/Rev.1, tel que révisé oralement, est adopté.*

128. **M. Malovrh** (Slovénie), s'exprimant au nom de l'Union européenne et de ses États membres, ainsi que de l'Albanie, de la Macédoine du Nord, du Monténégro et de la Serbie, pays candidats, de la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association, ainsi que de la Géorgie, déclare que l'un des effets secondaires profondément regrettables de la pandémie de COVID-19 a été le rétrécissement continu du champ d'action de la société civile ; les défenseurs des droits humains jouent un rôle essentiel en attirant l'attention sur ces risques et en ancrant l'action dans le domaine des droits humains.

129. L'Union européenne et ses États membres saluent le travail réalisé par tous les défenseurs des droits humains, qui œuvrent sans relâche pour protéger et défendre les droits humains, même face à de graves risques et dangers. Ils se félicitent de l'ajout, dans le projet de résolution, d'un libellé sur la contribution des jeunes à la défense des droits humains, de la reconnaissance importante du fait que les mesures relatives à la lutte antiterroriste et à la sécurité nationale ne doivent pas compromettre la sécurité des défenseurs des humains ni gêner leur travail, et de l'accent mis en particulier sur l'égalité des genres, les personnes handicapées et la diversité.

130. Les mises en garde visant à limiter le travail légitime des défenseurs des droits humains, y compris en référence à la moralité et à l'ordre public, n'ont pas leur place dans le texte. Ces concepts subjectifs et arbitraires peuvent être détournés et manipulés trop facilement en vue de restreindre le travail des défenseurs des droits humains. Il est à espérer que ce libellé désuet

sera supprimé dans les futurs projets de résolution sur le sujet.

131. **M^{me} Buist-Catherwood** (Nouvelle-Zélande), s'exprimant également au nom de l'Australie, du Canada, de l'Islande, du Liechtenstein et de la Suisse, déclare que si les révisions apportées oralement au projet de résolution ont permis de réunir tous les contributeurs au texte, elles ont malheureusement affaibli la portée du texte. Il est à espérer que de tels changements pourront être évités à l'avenir.

132. L'accent mis sur la garantie d'un environnement sûr et favorable aux défenseurs des droits humains est bienvenu. Le projet de résolution permet de rappeler que tous les pays, quel que soit leur niveau de développement ou leur système politique, doivent faire davantage pour protéger les défenseurs des droits humains.

133. Les délégations au nom desquelles l'oratrice s'exprime se félicitent de l'attention accordée aux répercussions de la pandémie de COVID-19, au rôle important joué par les défenseurs des droits humains et à la nécessité de veiller à ce que les droits humains restent au cœur de lutte contre la pandémie et du relèvement. Les mesures d'urgence prises en réponse à la pandémie ne doivent pas être détournées pour compromettre, limiter ou gêner le travail des défenseurs des droits humains.

134. Il est louable que, dans le projet de résolution, les États soient appelés à renforcer les protections contre la violence et le harcèlement en ligne et hors ligne des défenseuses des droits humains et que le rôle des défenseurs autochtones des droits humains et des défenseurs des droits humains liés à l'environnement soit salué. Il est également satisfaisant que le projet de résolution tienne compte de l'importance des droits à la liberté d'association et de réunion pacifique et à la liberté d'opinion et d'expression.

135. Il convient de tenir compte des activités des défenseurs des droits humains dans l'ensemble des travaux de la Commission, et pas seulement dans le projet de résolution examiné au titre de ce point de l'ordre du jour. Les importantes contributions apportées par les défenseurs des droits humains à l'application des normes internationales en matière de droits humains et au renforcement de l'état de droit témoignent de l'engagement des États Membres envers leurs citoyens à assurer la promotion et la protection des droits humains pour tous.

136. Après une absence de près de deux ans, les organisations de la société civile ont enfin pu accéder à nouveau aux locaux de l'ONU. Les cartes d'identité

ONU qui leur sont accordées devraient être renouvelées et délivrées sans délai afin que des consultations constructives et fructueuses avec l'Organisation et ses États Membres puissent reprendre.

137. **M. Hill** (États-Unis d'Amérique) dit que le travail des défenseurs des droits humains est essentiel à une société civile dynamique et que le soutien que la Commission leur apporte est un investissement dans l'accès équitable à la justice et la promotion de la démocratie. Les États-Unis soutiennent fermement les droits de tous les individus à exercer la liberté d'association, de réunion pacifique et d'expression, notamment le droit de chercher, recevoir et répandre des informations. Les seules restrictions à ces droits devraient être celles prévues dans les instruments internationaux applicables. Rien dans le projet de résolution ne devrait laisser penser le contraire. Les États-Unis soutiennent les défenseurs des droits humains qui travaillent sans relâche en vue de protéger les droits humains et les libertés fondamentales, plaider en faveur de la transparence et de la responsabilité des gouvernements, promouvoir un accès équitable à la justice et dénoncer et prévenir la corruption.

138. La délégation des États-Unis reste préoccupée par le fait que les défenseurs des droits humains, en particulier ceux qui travaillent sur les questions environnementales, ainsi que leurs familles, amis et associés, sont souvent harcelés, détenus, interrogés, emprisonnés, torturés ou tués pour chercher à établir les responsabilités et protéger les droits humains. Elle considère que les références faites, dans le projet de résolution, aux défenseurs des droits humains liés à l'environnement concernent à la fois les personnes qui travaillent sur les questions environnementales et les personnes qui cherchent à exprimer leurs points de vue sur les questions environnementales.

139. S'agissant des références faites aux droits humains relatifs aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable, l'orateur renvoie la Commission à la déclaration générale prononcée par sa délégation le 5 novembre 2022, dont la version intégrale sera publiée sur le site Web de sa mission.

140. **M. Kuzmenkov** (Fédération de Russie) dit que sa délégation se félicite des efforts déployés par la Norvège pour prendre en compte les préoccupations de son pays concernant un projet de résolution dont le thème s'est révélé controversé. Bien qu'elle se soit jointe au consensus sur le projet de résolution, sa délégation juge le texte problématique à la fois en raison de son incompatibilité avec le droit international et de la nouvelle approche du régime international des droits humains proposée par les auteurs.

141. Étant donné qu'une collaboration efficace entre l'État et la société civile est essentielle à la démocratie et à la promotion des droits humains, la délégation russe se félicite des efforts déployés par les organes de l'ONU chargés des droits humains en vue de soutenir les activités légitimes des personnes qui s'efforcent de promouvoir et de protéger les droits humains. Ces activités doivent toutefois être conformes aux lois nationales. En considérant que les « défenseurs des droits humains » constituent un groupe juridiquement non défini qui a le droit à une protection spéciale en vertu de la loi, les États Membres créent une hiérarchie artificielle des institutions de la société civile qui lui porte préjudice, portent atteinte à l'intégrité des systèmes judiciaires et répressifs nationaux, remettent en question les principes de l'état de droit et violent leurs propres obligations internationales en vertu des traités internationaux, notamment en matière de non-discrimination. La délégation russe, qui a une attitude responsable à l'égard du droit international et des obligations qui en découlent, se dissocie des paragraphes 12, 16, 18, 20, 23, 27 et 28 du projet de résolution.

142. **M^{me} Le Thoa Thi Minh** (Viet Nam) dit que son pays reste déterminé à promouvoir et à protéger les droits humains et les libertés fondamentales, comme en témoignent clairement ses lois et ses politiques. Au Viet Nam, les personnes et les organisations chargées de promouvoir et de protéger les droits humains sont libres de mener leurs activités dans le respect du droit et sont protégées par la loi. Néanmoins, certaines obligations et responsabilités leur incombent en vertu de la loi. Un équilibre doit être préservé entre ces droits et ces obligations.

143. **M^{me} Andújar** (République dominicaine) dit que les défenseurs des droits humains sont les alliés des gouvernements car ils accomplissent un travail précieux en vue d'améliorer les sociétés et de soutenir la paix et la démocratie. Le point de vue des jeunes sur les problèmes les plus pressants auxquels les sociétés font face, et les solutions novatrices qu'ils proposent, fournissent des moyens nouveaux et efficaces de s'attaquer aux violations des droits humains, construire la paix et garantir un développement durable.

144. La République dominicaine est alarmée par l'augmentation des détentions arbitraires, de la censure, des menaces, des représailles et d'autres formes de violence commises contre des jeunes. La délégation dominicaine se félicite donc de l'ajout, dans le projet de résolution, du paragraphe 12, dans lequel, pour la première fois, l'Assemblée générale reconnaît les abus et la discrimination auxquels les jeunes sont souvent confrontés et appelle les États à fournir aux jeunes un

environnement sûr et favorable à la promotion des droits humains. Si le sujet des défenseurs des droits humains reste sensible, l'esprit de compromis et de souplesse a prévalu lors des négociations, ce qui est tout aussi important que le contenu du paragraphe 12. L'oratrice espère que les efforts conjoints se poursuivront en vue de soutenir le travail des jeunes défenseurs des droits humains et d'assurer leur protection et celle de leurs espaces civiques.

145. **M. Shahin** (Égypte) dit qu'il serait plus approprié et cohérent d'employer la terminologie figurant dans la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus. L'Égypte considère que le terme « défenseurs des droits humains » s'entend uniquement tel qu'il est défini dans la Déclaration. Ce terme, qui ne fait pas l'objet d'un large consensus parmi les États Membres, a tendance à conduire à la création de sous-catégories susceptibles de diviser la société.

146. La législation nationale fournit le cadre juridique dans lequel les personnes cherchant à promouvoir et à protéger les droits humains universellement reconnus devraient mener leurs activités. Aucun délinquant ou défenseur des droits humains ne devrait être au-dessus de la loi ou obtenir une amnistie pour ses violations. S'il incombe aux États de créer un environnement sûr et favorable à la protection des personnes qui cherchent à promouvoir et à protéger les droits humains universellement reconnus, toutes les activités menées à cet égard devraient être conformes à la législation nationale pertinente et ne devraient pas troubler l'ordre public.

147. **M^{me} Xu Daizhu** (Chine) dit que sa délégation s'est jointe au consensus sur le projet de résolution. Son gouvernement, qui défend et protège de longue date les droits humains, encourage et incite les individus à jouer un rôle actif à cet égard dans le respect du cadre juridique.

148. Le terme « défenseurs des droits humains » n'a pas fait l'objet d'une définition internationalement convenue, fondée sur la loi et reconnue par tous les pays. Les pays ont des points de vue différents sur la question de savoir qui devrait être considéré comme un défenseur des droits humains. La portée de cette expression, lorsqu'elle est utilisée dans un projet de résolution, devrait être conforme aux objectifs, principes et dispositions énoncés dans la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus.

Toutes les personnes devraient jouir des mêmes droits et libertés fondamentales, et les défenseurs des droits humains ne devraient pas bénéficier de droits ou d'un statut juridique particuliers. Ceux-ci doivent mener leurs activités de manière pacifique et légale. En cas de violation des lois nationales, ils devraient être soumis aux mêmes sanctions juridiques que les autres personnes.

149. Le projet de résolution devrait être interprété dans le contexte de la Déclaration et ne devrait pas être contraire aux objectifs et principes énoncés dans la Charte ou entraîner des obligations et des engagements internationaux supplémentaires pour les États Membres. La Chine interprétera le projet de résolution conformément à ses lois nationales et n'acceptera aucun contenu contraire à ses lois, règlements et politiques.

150. **M. Reed** (Royaume-Uni) dit que le projet de résolution est axé sur des questions importantes, comme celle de veiller à ce que les mesures prises en vue de lutter contre la pandémie de COVID-19 n'aient pas de répercussions négatives sur les défenseurs des droits humains. Sa délégation se félicite qu'il soit tenu compte de la nécessité de protéger les défenseurs des droits humains dans le cadre d'une approche globale, notamment par des actions qui visent à renforcer les institutions démocratiques, à préserver l'espace civique, à combattre l'impunité, à mettre fin aux inégalités de genre et aux disparités économiques ainsi qu'à l'exclusion sociale, et à garantir l'égalité d'accès à la justice. Elle est satisfaite de ce résultat, malgré les tentatives continues d'affaiblir certains aspects clés du texte. Une action collective est nécessaire pour traiter cette question importante.

151. Le Royaume-Uni soutient fermement la participation de la société civile et continuera à défendre la mobilisation et l'inclusion de la société civile par l'entremise du Comité chargé des organisations non gouvernementales. La délégation du Royaume-Uni se félicite de la décision de réadmettre la société civile dans les locaux de l'ONU.

152. **M^{me} Caldera Gutiérrez** (État plurinational de Bolivie) dit que, si sa délégation s'est jointe au consensus sur le projet de résolution, le libellé qu'il contient ne devrait pas être utilisé à des fins politiques. Les défenseurs des droits humains ne sont pas au-dessus des lois nationales, et les organisations de la société civile ne devraient pas être autorisées à utiliser le projet de résolution pour enfreindre le droit national ou international.

153. **M^{me} Charikhi** (Algérie) déclare que sa délégation a participé de manière constructive tout au long du processus de négociation afin que le texte final soit

équilibré et tienne compte du cadre convenu pour la mise en œuvre de la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus. L'Algérie s'est jointe au consensus sur le projet de résolution car elle est fermement déterminée à promouvoir et à protéger les droits humains de tous les citoyens respectueux de la loi, comme le prévoit la Déclaration. Comme il n'existe cependant aucune définition de l'expression « défenseur des droits humains », l'Algérie l'interprète telle qu'elle est employée dans le cadre de la Déclaration. Les défenseurs des droits humains ont à la fois des droits et des responsabilités. L'Algérie ne souscrit pas à l'hypothèse selon laquelle un citoyen, en raison de ses activités, devrait être au-dessus des lois.

154. La délégation algérienne est profondément préoccupée par la nouvelle tendance, dans les projets de résolution sur ce sujet, qui consiste à élargir la portée de la Déclaration et à créer de nouvelles normes sous l'égide de la protection des soi-disant défenseurs des droits humains. Ces préoccupations ont été exacerbées par le renforcement du libellé sur l'utilisation des lois de sécurité nationale et par l'ajout du paragraphe 12. Malgré son noble objectif de reconnaître la contribution des jeunes à la promotion et à la protection des droits humains, le paragraphe 12 ouvre une nouvelle voie au sein du projet de résolution selon laquelle certains citoyens, sur la base de leur âge et de leur engagement civique, détiennent plus de droits ou méritent plus de protection que les autres citoyens. L'Algérie est en total désaccord avec cette affirmation ; tous les droits humains devraient s'appliquer à tous les citoyens, quel que soit leur âge ou leurs activités. Le paragraphe 12 semble établir une discrimination entre les citoyens ainsi qu'une hiérarchie et une classification dangereuse des défenseurs des droits humains. L'Algérie ne considère pas que le paragraphe 12 crée de nouvelles normes ou critères sur les politiques mobilisant les jeunes. Il est regrettable que, malgré l'adoption d'un projet de résolution différent sur les politiques et programmes mobilisant les jeunes, un nouveau paragraphe sur la même question ait néanmoins été ajouté dans le projet de résolution au titre du point de l'ordre du jour actuellement examiné, créant ainsi un double emploi et ouvrant une voie dangereuse.

La séance est levée à 12 h 45.